

LES GUERRES ILLÉGALES DE L'OTAN

Une chronique
de Cuba à la Syrie

Ouvrage publié sous la direction d'Arno Mansouri

Éditions Demi-Lune

26, Menez Kerveyen • 29710 Plogastel Sant-Germain

Tél. : 02 98 555 203

www.editionsdemilune.com

L'éditeur remercie Monique Brunier, et Jean-Paul Dion.

Thierry Palau, pour la conception graphique de la couverture
et sa réalisation

Photo de l'auteur :

© Ingo Woesner • <https://www.ingo-woesner-photographie.de/>

Texte: © Daniele Ganser, 2016

Tous droits réservés

Édition originale parue en allemand, sous le titre *Illegale Kriege*, aux éditions
Orell Füssli (Zurich, Suisse) sous l'ISBN 978-3-280-05631-8

Édition en français © Éditions Demi-Lune, 2017

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

ISBN: 978-2-917112-39-7 (livre papier) / 978-2-917112-40-3 (PDF) /

978-2-917112-41-0 (Epub) / 978-2-917112-42-7 (Mobi / Amazon)

Dépôt légal : octobre 2017

10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, de l'auteur ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L-335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

5.

La guerre illégale contre l'Iran en 1953

Avec plus de 80 millions d'habitants, l'Iran fait aujourd'hui partie des 20 pays les plus peuplés et les plus grands au monde. Au cours de la riche Histoire de la Perse, le pays a connu des hauts et des bas. En 1945, l'Iran est l'un des fondateurs de l'ONU, mais malheureusement l'organisation pour la paix mondiale n'a pas pu protéger le pays contre le putsch illégal de la CIA et du MI6 en 1953 ou contre l'attaque tout aussi illégale du dictateur irakien Saddam Hussein en 1980. L'Iran dispose d'importantes ressources pétrolières et gazières, mais l'or noir n'a pas beaucoup contribué au bonheur de sa population. La malédiction des ressources provoqua de trop nombreuses souffrances, et jusqu'à aujourd'hui, l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite s'affrontent pour dominer la région du golfe Persique. À cause de ses ressources précieuses, le Proche-Orient reste un espace de luttes internationales.

LE PREMIER MINISTRE MOSSADEGH PARLE À L'ONU EN 1951

L'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC), qui deviendra plus tard British Petroleum (BP), contrôlait l'exploitation pétrolière en Iran depuis 1908, année où l'entreprise y avait réussi le premier forage pétrolier du Proche-Orient. La majeure partie des profits de cette exploitation n'était donc pas dirigée vers Téhéran, mais vers Londres. « L'AIOC versait beaucoup plus d'argent sous la forme d'impôts et de taxes au gouvernement britannique qu'en royalties au gouvernement iranien », calcula en effet l'historienne américaine Nikki Keddie.⁴⁹

Après l'échec de négociations avec l'AIOC sur une augmentation des royalties, le Parlement iranien vota le 15 mars 1951 une loi de nationalisation mettant ainsi fin au contrôle de l'AIOC. Les Britanniques s'en offusquèrent, car ils perdaient ainsi leur concession pétrolière en Iran. Les pétroliers britanniques refusèrent d'exporter le brut iranien nationalisé, et la Royal Navy instaura un blocus maritime sans mandat de l'ONU devant les ports du pays, empêchant qu'un autre État puisse exporter le pétrole iranien.

Pour montrer sa détermination, le Parlement élut Mohammad Mossadegh au poste de Premier ministre le 28 avril 1951, celui-ci ayant été la force motrice au sein du Parlement pour la nationalisation de l'or noir iranien. « Avec l'arrivée du Dr Mossadegh au pouvoir, [l'AIOC] n'avait plus d'autre possibilité que de suspendre son activité en Iran et d'évacuer son personnel », explique BP dans son histoire. Les Britanniques introduisirent une plainte auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ) à La Haye, sans succès.⁵⁰

En s'opposant à la compagnie pétrolière de l'Empire britannique, encore très influent, quoique sur le déclin, Mossadegh devint le héros de la lutte pour la libération du Tiers-Monde. Pour défendre sa position et la nationalisation, le dirigeant iranien se rendit aux États-Unis et rencontra le Président Truman. « Il y a actuellement une situation déplaisante en Iran à cause d'une ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Iran et dans l'exploitation de nos ressources », expliqua-t-il. Il croyait à tort que les USA seraient ses alliés dans la lutte contre les Britanniques, car les Américains, eux aussi, avaient dû se libérer de l'Empire britannique. « Nous partageons avec vous l'amour de la liberté » assura Mossadegh, mais « nous avons eu moins de succès pour arracher notre liberté au même pays qui a dû vous la reconnaître en 1776 ».⁵¹

Sur invitation des Britanniques, Mossadegh s'exprima le 15 octobre 1951 devant le Conseil de sécurité des Nations Unies à New York. Leur ambassadeur à l'ONU Gladwyn Jebb voulait que le Conseil de sécurité qualifie la nationalisation du pétrole en Iran de « danger pour la paix et la sécurité internationale », mais n'y parvint pas. Le Premier ministre déclara que les accusations des Britanniques étaient « sans fondement » et que la question du pétrole iranien ne relevait pas de la compétence du Conseil de sécurité. Mais, comme celui-ci est « le dernier refuge pour les nations faibles et opprimées, le dernier garant pour leurs droits », il était volontiers venu à New York pour exposer le point de vue de l'Iran. « Le

Conseil de sécurité ne peut être un refuge pour les pays faibles que si les pays puissants respectent les principes de l'ONU », avertit Mossadegh, sans savoir encore que deux des membres permanents du Conseil de sécurité l'attaqueraient et le renverseraient bientôt. Le Conseil de sécurité ne peut en aucun cas « devenir un instrument permettant à un pays de se mêler des affaires internes d'un autre pays. »⁵²

En Iran, la population manque de presque tout, et « son niveau de vie est vraisemblablement l'un des plus bas du monde entier », déplora le Premier ministre iranien. « Notre matière première la plus précieuse est le pétrole. Elle devrait être une source de travail et de nourriture pour les habitants de l'Iran » et améliorer leur niveau de vie. Mais l'industrie pétrolière n'a « pratiquement pas » contribué au bien-être des habitants en Iran ni participé à l'industrialisation de l'économie iranienne, et la majorité des experts viennent de l'étranger et ne sont pas iraniens, continua-t-il.⁵³

Mais sa critique principale concernait la répartition inéquitable des revenus du pétrole. En 1948, l'Anglo-Iranian Oil Company aurait, d'après ses propres chiffres, enregistré des recettes à hauteur de 61 millions de livres sterling. L'Iran n'en aurait touché que 9 millions, alors que le Trésor britannique aurait encaissé 28 millions de livres sous forme d'impôts. Cela est complètement injuste, estima le Premier ministre iranien. À Abadan en Iran, où se trouvait la plus grande raffinerie pétrolière mondiale, la population vivait « dans une pauvreté absolue, sans même avoir accès aux conditions de vie les plus élémentaires. » Si les « exploitants étrangers gardent pour eux-mêmes pratiquement tous les revenus, notre population iranienne sera condamnée à tout jamais à la pauvreté et la misère. » C'est pour ces raisons que le Parlement iranien a décidé la nationalisation de l'industrie pétrolière dans tout le pays. Cette décision ne pourra être remise en cause, souligna le Premier ministre.⁵⁴

L'ambassadeur britannique Gladwyn Jebb était loin d'être enchanté et envisageait les choses tout autrement. « Sans l'Anglo-Iranian Oil Company, l'Iran n'aurait pas pu exploiter son pétrole du tout », prétendit-il. Sans les experts britanniques, « la population iranienne actuelle ne serait pas plus riche mais bien plus pauvre. » L'ambassadeur russe à l'ONU expliqua que la question de l'exploitation du pétrole iranien n'était pas de la compétence du Conseil de sécurité, et à la fin de la journée, celui-ci n'avait pas aidé les Britanniques à reprendre le contrôle du pétrole iranien.

LE RENVERSEMENT ILLÉGAL DU GOUVERNEMENT MOSSADEGH, LE 19 AOÛT 1953

La compagnie pétrolière AIOC et le Premier ministre Winston Churchill ne pouvaient se résoudre à accepter cette défaite. Les Britanniques entrèrent en contact avec les Américains, mais le Président Truman ne voulut pas soutenir un putsch et exprima une mise en garde prophétique, selon laquelle une telle action pourrait conduire à un « désastre pour le monde libre. »⁵⁵ Les Britanniques durent attendre le successeur de Truman, le Président Dwight Eisenhower, qui entra à la Maison-Blanche en janvier 1953, et le convainquirent que Mossadegh devait être renversé. Allen Dulles, le patron de la CIA, alloua un million de dollars « pour toute action menant à la chute de Mossadegh ». À l'époque, un million de dollars représentait une somme conséquente.⁵⁶ À l'Agence, Kermit Roosevelt était responsable de la planification. Grâce au livre qu'il rédigea par la suite sur le coup d'État (avant de changer de domaine et de travailler dans l'industrie pétrolière pour Gulf Oil), la recherche historique est très bien informée sur l'opération, qui était alors secrète.⁵⁷

Il est évidemment interdit de soutenir des rebelles et des milices dans un pays étranger pour y provoquer le chaos et renverser le gouvernement. La Cour pénale internationale de La Haye considère l'agression comme l'un des pires crimes qui existent dans le monde, et la définit ainsi : « L'emploi de la force armée par un État contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies ». L'ONU a également inclus dans cette définition la guerre clandestine : l'acte d'agression comprend donc également « l'envoi par un État ou en son nom de bandes ou de groupes armés, de forces irrégulières ou de mercenaires qui se livrent à des actes de force armée contre un autre État d'une gravité telle qu'ils équivalent aux actes énumérés ci-dessus, ou le fait de s'engager d'une manière substantielle dans une telle action. » Or, c'est précisément ce qui s'est passé en Iran. Les USA et la Grande-Bretagne, tous deux membres de l'OTAN, ont bafoué la Charte de l'ONU et renversé le gouvernement iranien élu démocratiquement.

La préparation du putsch, qui se déroula sous le nom de code « Opération Ajax », commença le 19 avril 1953, lorsque le chef de la police de Téhéran, le général Mahmoud Afshartous, fut kidnappé par des Iraniens à la solde de la CIA. Il était un soutien fidèle du Premier ministre.

Le général fut séquestré dans une grotte à l'extérieur de Téhéran. Alors que la police approchait pour le libérer, un des ravisseurs abattit Afshartous, éliminant ainsi un homme qui aurait pu devenir un obstacle majeur pour la CIA lors du renversement de Mossadegh. Le Suédois Dag Hammarskjöld, qui avait été nommé Secrétaire général de l'ONU au cours du même mois d'avril, ignorait tout de ces événements secrets à Téhéran.

L'agent de la CIA Kermit Roosevelt arriva au début du mois de juillet 1953 en Iran pour rencontrer les opposants à Mossadegh et pour organiser et coordonner la contestation du gouvernement élu. Un adversaire majeur de Mossadegh était le général iranien Fazlollah Zahedi. Il fut informé du projet de putsch par Roosevelt et promit de coopérer avec la CIA. Le 3 août 1953, Roosevelt rencontra le chah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi et le pressa de remercier le Premier ministre et de le remplacer par Zahedi. Les directives de « l'Opération Ajax » indiquaient clairement que « si le chah ne suit pas les propositions du gouvernement américain et ne signe pas les documents correspondants, le général Zahedi sera informé que les États-Unis agiront même sans la coopération active du chah. »⁵⁸

Roosevelt expliqua au chah que « s'il ne coopérait pas, sa dynastie prendrait bientôt fin. Les États-Unis et la Grande-Bretagne l'avaient soutenu dans le passé malgré quelques différends, et continueraient à le soutenir à l'avenir. Évidemment, s'il n'agissait pas maintenant, cet appui prendrait fin. » Pour sauver son propre pouvoir, Mohammad Reza Pahlavi se soumit à la pression états-unienne et britannique, et devint, aux côtés de Zahedi, l'un des conspirateurs du putsch. Le 13 août, il signa l'acte de révocation de Mossadegh et la nomination du général Zahedi au poste de nouveau Premier ministre.⁵⁹

Mossadegh protesta. Ayant été élu, il n'était pas prêt à se laisser ainsi écarté du pouvoir. Après avoir vu l'acte signé de la main du chah, il se tourna vers le peuple iranien et s'exprima à la radio le 16 août : « Au cours de la nuit dernière, une tentative de coup d'État contre le gouvernement a eu lieu. La plupart des traîtres ont été arrêtés. Seul Zahedi et un petit noyau ont réussi à s'enfuir. Je promets une récompense de 500 000 rials pour la capture de Zahedi. Mort aux traîtres ! »⁶⁰

Pendant quelques jours, les gouvernements britannique et états-unien crurent que la tentative de putsch contre Mossadegh avait échoué. Mais le 19 août, des bandes entraînées et financées par la CIA plongèrent le pays dans le chaos. À Téhéran, le ministère des Affaires étrangères, le

bureau central de la police et le quartier général de l'armée furent envahis. Des recherches récentes sur ces événements montrent que la CIA n'a pas non plus hésité à mettre en scène des attentats contre des musulmans. Cette opération sous faux pavillon visait à faire attribuer ces attentats au Premier ministre Mossadegh et aux communistes iraniens afin de les discréditer. « Un attentat à la bombe a été commis sur la maison d'au moins un musulman éminent par des agents de la CIA se faisant passer pour des communistes », confirme un rapport interne alors confidentiel de l'Agence rédigé par Donald Wilber en 1954 à propos de ce coup d'État. Le renversement du gouvernement et les stratégies mises en œuvre pour créer de la tension dans le pays, ainsi que les attentats terroristes sous fausse bannière étaient évidemment complètement illégaux, violant l'interdiction de la force telle qu'elle avait été définie dans la Charte de l'ONU. Mais ni la CIA ni le MI6 ne s'en souciaient.⁶¹

Des agitateurs financés par la CIA se rassemblèrent le 19 août devant la maison de Mossadegh, qui put fuir par le toit, mais se rendit quelques jours plus tard. Il fut arrêté, mis en prison et resta assigné à résidence pour le restant de ses jours. Le général Zahedi devint le nouveau Premier ministre et le chah Reza Pahlavi, qui s'était enfui à Rome pendant les troubles, revint et prit en main les rênes du pouvoir à Téhéran en collaboration étroite avec l'Empire US. « En achetant la fidélité de soldats et de voyous de la rue, la CIA a pu créer un niveau suffisant de violence pour mener le putsch à bien », estime le journaliste américain Tim Weiner dans son histoire de l'Agence. « Des sommes d'argent passèrent dans certaines mains, et ces mains provoquèrent un changement de gouvernement. »⁶²

LES MÉDIAS DANS LES PAYS DE L'OTAN FONT L'IMPASSE SUR LE PUTSCH

Le public aux USA et en Europe ne savait pratiquement rien du rôle central des services secrets états-unis et britanniques dans le coup d'État en Iran. Dans les journaux radiophoniques et télévisés de 1953, on rapporta seulement les troubles qui auraient conduit à la chute du gouvernement iranien. La majorité du public ne savait pas qui tirait les ficelles. Au quartier général de la CIA à Langley par contre, on était très bien informé et le coup d'État illégal fut célébré dans la joie. « C'était un jour qui n'aurait jamais dû se terminer » estimait-on à l'Agence. « On ne reverra sans doute jamais autant d'excitation, de satisfaction et de jubilation. »⁶³

Dès le renversement de Mossadegh, la nationalisation du pétrole iranien fut annulée et les USA en exigèrent une partie en échange de leur aide, réduisant d'autant le contrôle jusqu'alors total des Britanniques. En 1954, un nouveau consortium fut donc établi, auquel participaient des compagnies américaines comme Esso et Gulf Oil pour un total de 40 %, au grand dam des Britanniques, dont la part fut réduite à 40 %. Le reste fut attribué à d'autres compagnies pétrolières. Les Britanniques reçurent du chah des compensations généreuses pour la perte de leur monopole, et ils transformèrent le nom de l'AIOC, compagnie honnie, en British Petroleum (BP), qui est aujourd'hui après Shell la deuxième plus importante compagnie pétrolière d'Europe. En terme de chiffre d'affaires, BP fait partie des plus grandes entreprises du monde.

De façon prévisible, le Premier ministre renversé Mossadegh exprima dans ses Mémoires une critique acerbe vis-à-vis de la politique des Britanniques et des États-Unis. « Il est patent que le gouvernement américain n'avait pas d'intérêt à défendre la liberté et l'indépendance de l'Iran, mais qu'il voulait profiter de notre pétrole sous prétexte de combattre les communistes », écrit-il amer. « C'est précisément ce que [les États-Unis] ont fait : échanger la liberté d'un pays contre une participation à un consortium pétrolier à hauteur de 40 %. » D'après lui, c'est « une attitude inacceptable ». ⁶⁴

Avec le renversement de Mossadegh, les USA adoptèrent une posture dominante en Iran, mais cela conduisit à une tragique spirale de violence. « L'arrogance américano-britannique avait brutalement mis fin aux premiers pas prometteurs d'une démocratie parlementaire et y avait substitué la dictature du chah », explique Michael Lüders, expert du Proche-Orient, qui qualifie avec raison le putsch à Téhéran de « péché originel » de l'Occident. Le chah fut équipé de technologies militaires de pointe par les pays de l'OTAN et était perçu comme un partenaire fiable à l'Ouest. Mais à l'intérieur, explique Lüders, il réprimait « toute amorce de développement d'une société civile » à l'aide de son service secret, la SAVAK. L'islam servit de point de ralliement des mécontents, et en 1979 Reza Pahlavi fut renversé par l'ayatollah fondamentaliste Khomeini. « Sans putsch en 1953, pas de révolution islamique en 1979 », résume Lüders en une formule pertinente. « Reconnaître ce fait reste difficile pour la politique américaine. » ⁶⁵

De nombreux Européens et Américains ne comprennent pas pourquoi Khomeini est devenu aussi populaire en Iran. Mais les Iraniens eux, le

savent bien, même ceux qui regrettent son arrivée au pouvoir. Après le putsch, les USA avaient envoyé des militaires en Iran pour entraîner l'armée du chah. En accord avec la logique d'empire, ces forces de combat états-uniennes ne tombaient pas sous le coup de la loi iranienne en cas de délit, mais pouvaient seulement être jugées par la loi états-unienne. Pour les Américains, cette règle était normale, il n'y avait aucune raison de la remettre en cause. Les Iraniens y voyaient eux, avec raison, la signature d'un pouvoir impérial. Lorsque le chah entérina la loi prévoyant ces conditions avec les Américains en 1964, Khomeini parla de « capitulation » et critiqua de façon acerbe aussi bien les USA que le chah. « Si un officier américain assassinait le chah d'Iran, nous ne pourrions même pas le traduire en justice », protesta Khomeini. « Mais si le chah touche à un seul cheveu d'un Américain, ils le traduiront en justice. » Par ses critiques à l'encontre de l'Empire US, Khomeini gagna en célébrité et popularité dans tout le pays. Pour cette raison, il fut banni en novembre 1964, et séjourna d'abord en Turquie, puis en Irak, d'où il poursuivit sa critique vis-à-vis du chah avant – après un passage de quelques mois en France – de revenir en Iran en 1979 et d'y prendre le pouvoir.⁶⁶

DES EXCUSES POUR LE PUTSCH

Une longue période s'écoula avant que les États-Unis n'admettent publiquement leurs agissements criminels et le putsch secret de 1953 en Iran. « Le gouvernement Eisenhower croyait que ses actions étaient justifiées par des raisons stratégiques » affirma la Secrétaire d'État américaine Madeleine Albright en 2000 pour tenter d'expliquer le coup d'État. « Mais le putsch était clairement un retour en arrière pour l'évolution politique de l'Iran. Et on peut facilement comprendre pourquoi de nombreux Iraniens ont encore un ressentiment vis-à-vis de cette intervention de l'Amérique dans leurs affaires internes. »⁶⁷ Dans un discours prononcé en 2009 au Caire, en Égypte, le Président Barack Obama reconnut qu'« au milieu de la guerre froide, les États-Unis ont joué un rôle dans le renversement d'un gouvernement iranien élu démocratiquement ». ⁶⁸ Certains commentateurs de la presse suisse furent plus critiques : le coup d'État aurait été « une faute colossale », et même le « péché originel de l'Amérique au Moyen-Orient », car il aurait « contribué à préparer la prise de pouvoir funeste des hommes de Dieu ». ⁶⁹

Il est tragique que les USA et la Grande-Bretagne aient renversé un gouvernement élu démocratiquement en Iran en 1953, au mépris de la Charte de l'ONU, pour y contrôler le pétrole. « Les élites des pays pétroliers se sont laissé extorquer des contrats les livrant pieds et poings liés à l'exploitation illimitée du pétrole par des compagnies, car elles se sont laissé guider exclusivement par leurs intérêts particuliers – et parce qu'elles n'ont agi ni pour le bien de leurs peuples ni pour celui des générations futures », désapprouve l'Iranien Mohssen Massarrat, né à Téhéran en 1942 et qui devint professeur de sciences politiques à l'Université d'Osnabrück en Allemagne. Il se dit convaincu que « des élites légitimées démocratiquement n'auraient, selon toute probabilité, pas pu accepter de tels contrats ». « En effet, la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1951 était le but principal du premier – et seul jusqu'à aujourd'hui – gouvernement élu démocratiquement en Iran et dans l'ensemble du Moyen-Orient », explique-t-il. Avec le renversement de Mossadegh, Londres et Washington ont clairement démontré que leurs intérêts économiques et stratégiques étaient plus importants que l'interdiction de la force et le respect de la Charte de l'ONU.⁷⁰